



George Orwell l'avait surnommé Big Brother, mais c'est sous l'œil de "CCTV" que vivent les Britanniques. **Avec une caméra pour 14 habitants dans les rues ou les commerces (4.2 millions au total), la Grande Bretagne est la nation la plus espionnée du monde.** Les premières caméras de surveillance ont été installées dès 1953, à l'occasion du couronnement d'Elizabeth II. A cet « œil attentif » s'ajoutent le suivi à la trace des paiements par cartes bancaires, des communications des téléphones mobiles, ou des GPS embarqués dans les voitures.

En plein essor depuis le 11-Septembre

[L'Information Commissioner's Office](#) (ICO), équivalent de la Cnil française, tire donc la sonnette d'alarme. Il y a deux ans déjà, son président, Richard Thomas, affirmait que l'archipel « se dirigeait tel un somnambule vers une société de la surveillance ». Dans un [nouveau rapport](#) publié jeudi, il estime que le pays vient juste de s'y réveiller, et que cet œil omniscient et omniprésent est là, et ne risque pas de les lâcher. Ces dérives sont d'autant plus inquiétantes que l'Etat, tout en cherchant à en savoir plus, s'échine à en dire le moins possible.

Le rapport souligne que la vidéosurveillance a pris un essor considérable depuis le début de la « Guerre contre le Terrorisme » des Etats-Unis, auxquels est alliée la Grande-Bretagne. Il détaille ce processus de généralisation en quatre phases : d'abord, la surveillance se donne un but précis et public. Puis elle devient une « routine », s'intègre au paysage, avant de se faire « systématique ». **Dernière étape : la vidéosurveillance devient « focalisée ». Elle ne se contente plus d'observer, mais cherche d'elle-même des détails, croise les informations, les classes, et les échanges.** Avec parfois des erreurs. La commission recense 2.700 cas d'erreurs d'identification par le système de lecture vidéo des plaques d'immatriculations, pourtant des plus simples.

La surveillance, une tendance endémique



La surveillance généralisée entraîne également des discriminations sociales. La commission note que la vie quotidienne des personnes d'origine étrangère a été considérablement compliquée et « ralentie » depuis le 11-Septembre. Ils sont en effet soumis à plus de « points de contrôle » que les autres populations. A l'appui, l'ICO souligne que 40% des hommes noirs ont été intégrés aux fichiers ADN britanniques, contre 9% des blancs, et 13% des asiatiques.

Si l'ICO admet les bénéfices de la vidéosurveillance dans certains cas, il souligne que ce développement se traduit par une perte totale de confiance au sein la société : « La surveillance nourrit la suspicion : les patrons qui installent des dispositifs dans leurs entreprises n'ont pas confiance en leurs employés. Les parents qui utilisent des webcams et des GPS pour veiller sur leurs enfants admettent ne pas leur faire confiance non plus », dit le rapport, qui estime que cette tendance conduit la Grande-Bretagne à un « suicide social ».

Au même moment, l'ONG Privacy International publie [son classement annuel](#) des pires sociétés

en matière de surveillance et de protection de la vie privée. La Grande-Bretagne a l'honneur de figurer dans le groupe des cinq pays dont la propension à surveiller les faits et gestes des habitants est jugée la plus « endémique ».